

DANS L'ACTUALITE du 29 avril au 2 mai 2016

Textes officiels

JORF n° 0102 du 30 avril 2016

Schéma directeur d'accessibilité - agenda d'accessibilité programmée pour la mise en accessibilité des services de transport public de voyageurs

[Décret n° 2016-529 du 27 avril 2016 relatif aux contrôles et aux sanctions applicables aux schémas directeurs d'accessibilité - agendas d'accessibilité programmée pour la mise en accessibilité des transports publics de voyageurs](#)

JORF n° 0101 du 29 avril 2016

Modifications du livre V du code de l'énergie

[Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2016-518 du 28 avril 2016 portant diverses modifications du livre V du code de l'énergie](#)

[Ordonnance n° 2016-518 du 28 avril 2016 portant diverses modifications du livre V du code de l'énergie](#)

Réforme de l'autorité environnementale en matière d'évaluation environnementale

[Décret n° 2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'autorité environnementale](#)

Transformation de la mission d'appui aux partenariats public-privé en une « mission d'appui au financement des infrastructures » aux compétences élargies

[Décret n° 2016-522 du 27 avril 2016 relatif à la mission d'appui au financement des infrastructures](#)

Vu par ailleurs

Conseil d'Etat

Changement d'appellation des sous-sections en chambres

[La loi « Déontologie, droits et obligations des fonctionnaires » promulguée le 21 avril 2016 modifie l'appellation des sous-sections de la section du contentieux en « chambres ».](#)

Source : conseil-etat.fr du 29/04/2016

Contrat public

Création de la mission d'appui au financement des infrastructures : le décret publié

[Le décret portant création de la mission d'appui au financement des infrastructures \(Fin Infra\) vient d'être publié au « Journal officiel ». Etat, collectivités, leurs établissements publics ainsi que ceux du secteur de la santé ont obligation de la saisir sur les projets de marchés de partenariat. Les personnes publiques et privées concernées par tout projet d'investissement dans les infrastructures d'intérêt général peuvent en outre lui demander conseil.](#)

Source : le Moniteur du 29/04/2016

Sous-concession : accord obligatoire du concédant, même sans texte le stipulant

[Dans un jugement rendu le 14 mars 2016, la cour administrative d'appel \(CAA\) de Marseille s'est prononcée sur les modalités de cession d'un contrat de délégation de service public \(DSP\).](#)

Source : localtis.info du 29/04/2016

Les offres variables : nouvelle boîte de pandore des acheteurs publics

[Comme son homologue du secteur privé, l'acheteur public est appelé à devenir un véritable acheteur. Pour Sophie Bernier, responsable juridique du Smitu Thionville Fensch, le dispositif des offres variables \(en fonction du nombre de lots attribués\), tant débattu et critiqué, peut représenter un outil efficace pour accomplir les nouvelles missions dévolues à cet acheteur 2.0.](#)

Source : le Moniteur du 28/04/2016

Urbanisme

La Semmassy devient Paris Sud Aménagement

[Après une modification des statuts et avant une ouverture du capital, la Semmassy change de nom. Une nouvelle identité qui accompagne l'évolution de ses missions.](#)

Source : le Moniteur du 29/04/2016

Accessibilité : 250.000 ERP n'ont pas déposé d'Ad'AP, le décret sanctions se fait attendre

[Auditionnée par la Commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale le 27 avril, la Secrétaire d'Etat en charge du handicap a fait le point sur l'avancement de la mise en accessibilité des établissements recevant du public.](#)

Source : le Moniteur du 29/04/2016

Environnement

Installations hydroélectriques : une ordonnance ajuste le régime des concessions

[Présentée par la ministre de l'Environnement lors du dernier Conseil des ministres, l'ordonnance portant diverses modifications du livre V du Code de l'énergie est parue au Journal officiel ce 29 avril.](#)

Source : localtis.info du 02/05/2016

Réforme de l'autorité environnementale : le décret est paru

[Présenté en Conseil des ministres le 27 avril \(lire notre article ci-contre\), le décret réformant l'autorité environnementale en matière d'évaluation environnementale est paru au Journal officiel du 29 avril.](#)

Source : localtis.info du 02/05/2016

Ségolène Royal annonce une nouvelle conférence environnementale début 2017

Alors que les ONG ont exprimé leur déception à l'issue de la conférence environnementale des 25 et 26 avril, déplorant qu'aucune annonce n'ait été faite par le Premier ministre et que les grands chantiers engagés tardent à aboutir, Ségolène Royal a annoncé le 28 avril la tenue d'une nouvelle conférence environnementale début 2017.

Source : localtis.info du 02/05/2016

Collectivités territoriales

Nancy devient métropole plus tôt que prévu

Bien que sa population soit inférieure à 400 000 habitants, l'agglomération lorraine a obtenu le statut de métropole, eu égard au degré d'intégration de ses 20 communes. La prise d'effet au 1er juillet prochain lui fait gagner six mois.

Source : la gazette des communes du 02/05/2016

Les schémas régionaux d'aménagement en consultation ouverte

Jusqu'au 5 mai prochain, une consultation publique est ouverte concernant les projets d'ordonnance et de décret relatifs au schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires.

Source : la gazette des communes du 29/04/2016

Numérique

Administration en ligne : quand Bruxelles pousse les Etats

La Commission européenne voudrait voir s'accélérer le passage au numérique des administrations publiques. Elle détaille ses intentions et ses attentes dans un plan d'action qui couvre la période 2016-2020. Plutôt en phase avec ce qui se fait chez nous, analyse Céline Faivre, directrice du programme DcANT.

Source : la gazette des communes du 29/04/2016

Vu dans les revues

La gazette des communes n° 17/2315 du 2 au 8 mai 2016 p.49, *Sourçage : existe-t-il un risque pénal pour les acheteurs ?*, de Gabriel Zignani

Semaine Juridique Administrations et Collectivités territoriales n° 17-18, 2 Mai 2016, 2119 *Le nouveau statut des agents contractuels de la fonction publique territoriale*, de Didier Jean-Pierre

Semaine Juridique Administrations et Collectivités territoriales n° 17-18, 2 Mai 2016, 2121, *Interdiction de subventions aux SPIC : quelle interprétation donner de l'article L. 2224-2 du CGCT ?*, de Hélène Pauliat

Presse

A Lyon, une rénovation urbaine exemplaire

[L'image de La Duchère, troisième colline de Lyon avec La Croix-Rousse et Fourvière, est longtemps restée marquée par ses immenses barres HLM et les émeutes des années 1990.](#)

Source : le Monde du 30/04/2016

La rénovation urbaine tente de mettre fin au Marseille bashing

[Le chantier de réhabilitation d'une tour de la cité de la Castellane, haut lieu du trafic, va démarrer. D'ici à 2017, près de 1,2 milliard d'euros auront été engagés pour « déstigmatiser » les quartiers Nord.](#)

Source : les Echos du 29/04/2016